



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 39 – 28 octobre 2022

## Pays nordiques

**Les pays nordiques dominent le classement mondial de l'indice de démocratie** selon le rapport 2022 du *Economist Intelligence Unit*. Les pays nordiques se distinguent par leurs scores particulièrement élevés puisqu'ils occupent cinq des six premières places du classement mondial. La Norvège est à nouveau en tête du classement, suivie par la Nouvelle-Zélande; la Finlande (3<sup>ème</sup>), la Suède (4<sup>ème</sup>), l'Islande (5<sup>ème</sup>) et le Danemark (6<sup>ème</sup>). Tous affichent des scores très élevés dans toutes les catégories du classement et plus particulièrement en matière de processus électoral, de pluralisme politique, de fonctionnement du gouvernement et de respect des libertés civiles.

## Danemark

**La facture d'électricité des entreprises danoises atteint un niveau record.** La flambée des prix de l'énergie, et en particulier de l'électricité, a lourdement pesé sur la facture d'électricité des entreprises danoises au premier semestre 2022. Celle-ci est estimée à 13,1 Mds DKK (1,8 Md€), soit une hausse de 8,4 Mds DKK (1,1 Md€, soit +181%) en glissement annuel. Cette étude, conduite par l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*), rassemble les données de plus de 500 000 entreprises danoises. Parmi elles, les 8 plus grandes consommatrices d'électricité (+150 M kWh/an) ont dû s'acquitter ensemble d'une facture de près de 1,3 Md DKK (170 M€).

**Chute historique de la confiance des consommateurs danois.** L'indicateur de référence s'établit à -37,0 points au mois d'octobre, un niveau jamais atteint « en 48 ans d'histoire statistique », selon l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*). Cette dégradation est principalement due à l'évaluation des consommateurs danois de la situation économique du pays par rapport à 2021 (-64,1 points) et de leur propre situation financière (-32,1 points).

**L'introduction d'une taxe CO<sub>2</sub> dans le secteur agricole pourrait coûter jusqu'à 36 000 emplois au Danemark,** selon une nouvelle analyse du Conseil danois de l'Agriculture et de l'Alimentation (*Landbrug og Fødevarer*, L&F). Alors que la majorité des partis du *Folketing* (Parlement) ont annoncé leur volonté d'introduire une taxe sur les émissions de CO<sub>2</sub> issues de l'agriculture, le secteur n'hésite pas à exprimer ses craintes, notamment en termes de compétitivité. Les calculs de L&F se basent sur une taxe de 1 200 DKK (160€) par tonne de CO<sub>2</sub> émise ; soit le même montant que celui utilisé par le Conseil des Sages (*De Økonomiske Råd*). Ce dernier conclut de son côté qu'une telle taxe pourrait coûter environ 19 000 emplois au secteur agricole et à l'industrie agroalimentaire. Un groupe d'experts devrait, début 2023, fournir des recommandations au Gouvernement sur la manière dont le secteur agricole pourrait contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques du Danemark. Ces recommandations devraient ensuite servir de base aux futures négociations au Parlement.

**La Commission européenne approuve la fusion entre les leaders danois et norvégien des services de paiement mobile, MobilePay et Vipps.** Fruit d'un accord conclu entre Danske Bank et un consortium de banques norvégiennes, Vipps MobilePay verra le jour à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2022 et devrait rassembler près de 11 millions d'utilisateurs. Les banques norvégiennes à l'origine de Vipps détiendront 72,2% des parts de la nouvelle société, contre 27,8% des parts pour Danske Bank. L'actuel PDG de MobilePay, Claus Bunkenborg, deviendra le directeur général adjoint de Vipps MobilePay. Son homologue norvégien, Rune Garborg, prendra les fonctions de PDG. Le siège social de la nouvelle entité sera situé à Oslo.

**La compagnie maritime danoise DFDS remporte un appel d'offres pour l'exploitation d'une ligne de ferry entre la France et le Royaume-Uni.** Ce nouveau contrat permettra à DFDS d'exploiter, pour la troisième fois de son histoire, la ligne reliant Dieppe à Newhaven à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et ce, pour une durée de cinq ans.

## Finlande

**Le revenu réel des salariés a diminué de 4,8% entre juillet et septembre, par rapport à la même période en 2021,** selon le centre national d'études statistiques. Si le niveau des rémunérations (salaires et revenus complémentaires) a augmenté de 2,7% au troisième trimestre 2022, le taux d'inflation sur la même période a été de 7,5% par rapport au troisième trimestre 2021. De fait, le revenu réel des salariés a chuté de 4,8% sur la période juillet-septembre 2022 par rapport à la même période l'année précédente. Il s'agit de la première baisse du revenu réel depuis 2014.

**FORTUM évalue à un peu moins de 6 Mds€ ses pertes liées à sa participation dans son ancienne filiale UNIPER.** Un deuxième accord a été conclu fin septembre 2022 avec le gouvernement allemand pour la reprise d'UNIPER, fragilisé par l'arrêt des livraisons de gaz russe. Ainsi, le gouvernement allemand nationalise cette filiale de l'opérateur finlandais. FORTUM estime à 5,8 Mds€ l'ensemble des pertes cumulées : 7,2 Mds€ au titre des prises de participation au capital, desquelles sont déduits 0,9 Md€ de dividendes perçus et une indemnité de 500 M€.

### La société nationale des chemins de fer VR a choisi le fournisseur suisse Stadler pour son appel d'offres de trains régionaux.

La société suisse Stadler Bussnang a remporté un contrat d'un montant d'environ 250 M€, pour une vingtaine de trains destinés au transport ferroviaire régional et au trafic de banlieue. L'offre retenue comprend l'entretien des trains ainsi qu'une option d'achat de 50 rames électriques supplémentaires.

### L'entreprise française NEOEN envisage de construire la première centrale solaire photovoltaïque à grande échelle en Finlande.

La société d'énergie renouvelable NEOEN, qui avait jusqu'à présent investi dans des projets éoliens en Finlande, a fait part d'un projet de construction d'une centrale solaire à échelle industrielle d'environ 110 hectares à Joensuu. Ce serait la première de ce type en Finlande.

### Stora Enso annonce investir 1 Md€ dans l'usine d'Oulu pour la production de carton d'emballage.

L'investissement de l'entreprise forestière finno-suédoise comprend la transformation d'une ligne de production de papier désaffectée de son usine d'Oulu en une ligne de fabrication de carton d'emballage grand public pour la consommation, utilisé pour les boissons et l'alimentation. Ce nouvel investissement devrait être opérationnel au début de l'année 2025. D'un montant de 1 Md€, il comprend l'acquisition d'une nouvelle machine dont les capacités productives seront doublées (capacité annuelle de 750 000 tonnes) par rapport au précédent modèle, ainsi que la rénovation et la modernisation de toute la zone de l'usine d'Oulu. Cette annonce illustre la stratégie d'abandon progressif de la production de papier, par le groupe Stora Enso depuis une dizaine d'années, au profit du secteur de l'emballage. L'entreprise avait notamment fermé ses usines de papier de Veitsiluoto (Finlande) et Kvarnsveden (Suède) l'année dernière.

## Islande

### L'Islande et le Groenland ont signé un accord de coopération.

La Première ministre islandaise Katrín Jakobsdóttir et le Premier Ministre groenlandais Múte B. Egede ont signé un accord de coopération entre l'Islande et le Groenland en marge de l'Arctic Circle qui se déroulait du 13 au 15 octobre à Reykjavik. L'accord concerne plusieurs domaines dont la pêche, le commerce, la recherche universitaire et la culture. Katrín Jakobsdóttir a indiqué que cet accord pourra servir de base pour un futur accord de libre-échange.

### Les taux hypothécaires ont fortement augmenté, suivant la hausse du taux directeur.

Le nouveau rapport de la Housing and Construction Authority (HMS) indique que les taux d'emprunt pour les prêts immobiliers n'ont jamais été aussi élevés depuis 2010. Actuellement, les plus bas taux hypothécaires non indexés

proposés par les banques islandaises sont compris entre 7,25% et 7,59 %.

### L'agence nationale du tourisme prévoit plus de 2 millions de touristes en 2023.

L'agence nationale du tourisme prévoit l'arrivée de 1,7 millions de touristes en Islande cette année, et plus de 2,3 millions de touristes sont attendus pour 2023. Les retombées économiques de ce tourisme passeraient de 250 Mds ISK (1,8 Md€) cette année à 330 Mds ISK (2,4 Mds€) l'an prochain. D'après les prévisions à long terme, le nombre de touristes devrait atteindre les 3,5 millions en 2030.

### Icelandair enregistre des bénéfiques records de 54,6 M€ au troisième trimestre 2022.

La compagnie aérienne islandaise Icelandair a réalisé 54,1 Mds ISK (383,3 M€) de chiffre d'affaires, dont 7,7 Mds (54,6 M€) de bénéfiques au troisième trimestre 2022, soit le plus haut niveau atteint pour la compagnie aérienne.

Icelandair a transporté 1,4 millions de passagers au cours du dernier trimestre, soit près du double par rapport au troisième trimestre 2021. Par ailleurs, la compagnie compte acquérir 5 Boeing 737 MAX d'ici la fin de l'année 2023. La flotte d'Icelandair passerait ainsi de 15 à 20 avions 737 MAX.

**Le Ministre de l'économie et des finances envisage de liquider le Housing financing fund (HFF).** Le ministre des Finances Bjarni Benediktsson a déclaré qu'il était nécessaire de faire face immédiatement au

## Norvège

**Le Premier ministre Støre récuse les accusations de « profiteur de guerre » dont a fait l'objet la Norvège et invite les pays de l'UE à conclure des contrats à long terme d'approvisionnement en gaz,** dans une interview donnée à quatre médias européens, dont les Echos en France. Le Premier ministre Støre a rappelé que ce n'est pas la Norvège en tant que pays qui vend le pétrole et le gaz, mais que ce sont des entreprises dont la nationalité n'est d'ailleurs pas toujours norvégienne. Il a également souligné que la Norvège doit aussi faire face à de fortes hausses du prix de l'électricité et que la crise qui frappe l'économie européenne, frappe en parallèle la Norvège. Enfin, il a encouragé les Etats de l'UE à signer des contrats à long terme d'approvisionnement en gaz avec un corridor de prix, les a mis en garde contre tout plafonnement des prix du gaz qui risquerait de se retourner contre l'Europe, et a rappelé que le gaz contribuera à la transition énergétique. Cette position fait écho à celle exprimée par le ministre norvégien du pétrole et de l'énergie à la suite de la réunion des ministres de l'énergie à Prague il y a deux semaines.

**Afin d'accroître les subventions et les aides sociales face au coût de l'électricité, un accord a été trouvé entre le gouvernement et le Parti**

problème d'endettement du HFF. Ce dernier perd 1,5 Md ISK (10,5 M€) par mois et il est anticipé que si rien n'est fait, la dette atteindra 450 Mds ISK (3,1 Mds€) d'ici 2044. Selon le ministre, trois options sont possibles : ne rien faire, contraindre le HFF à la faillite ou parvenir à un accord sur le règlement des dettes avec les créanciers, qui sont pour la plupart, des fonds de pension.

**socialiste de gauche** le 24 octobre dernier. Cet accord ne change pas l'esprit du dispositif de soutien présenté pour les entreprises. Un budget de 2,3 M€ doit aider les épiceries dont les factures d'électricité sont élevées. Un paiement unique de 150 € en faveur de chaque étudiant (pour un coût total de 21 M€) a été décidé, et un financement supplémentaire d'un montant de 19,4 M€ a été obtenu pour les allocations de logement en octobre et novembre.

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie norvégien impose des exigences climatiques aux entreprises publiques.** Le nouveau livre blanc du gouvernement sur la gestion des entreprises publiques (au nombre de 70), présenté au Parlement le 21 octobre, contraint les entreprises publiques à respecter des objectifs climatiques. Elles devront établir des objectifs de réduction des externalités négatives sur la nature et les écosystèmes, ainsi que de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et mettre en œuvre un plan d'action pour les atteindre, en ligne avec les Accords de Paris. Lorsque cela est possible, l'Etat attend des entreprises publiques des objectifs de réduction carbone sur des bases scientifiques dans le cadre du « Science Based Target », ainsi que des garanties d'émissions nettes nulles d'ici 2050. Le nouveau livre blanc renforce également les attentes en matière de gestion des risques, de rémunération des dirigeants et cadres supérieurs, de conditions de travail et de transparence.

## En moins de deux semaines, sept ressortissants russes ont été arrêtés pour avoir photographié et survolé des infrastructures critiques avec des drones,

en particulier au Finnmark, au Nordland et au Svalbard. Depuis la mise en application des sanctions après l'invasion de l'Ukraine, les Russes ne sont pas autorisés à survoler le ciel norvégien, que ce soit par l'usage d'avions ou de drones. Cependant, la Direction des douanes n'a pas les

moyens d'empêcher les Russes de traverser la frontière avec des drones car il est légal pour les voyageurs d'en transporter. Ces survols ont été décrits par plusieurs représentants officiels norvégiens comme des menaces hybrides et de l'espionnage. Les autorités estiment qu'il existe un risque accru d'opérations informatiques, d'intrusions numériques et de sabotage des infrastructures de gaz, de pétrole et de défense. Plus de dix installations pétrolières ont fait l'objet de survols de drones depuis le 17 septembre.

## Suède

### Nouvel accord politique de coalition en Suède : sur le plan économique, confirmation d'une politique budgétaire légèrement plus expansionniste.

Le 14 octobre dernier, les dirigeants de la coalition de droite qui a remporté les élections législatives ont finalisé un accord de gouvernement, dit « accord de Tidö ». Ulf Kristersson, leader des Modérés et nommé premier ministre le 17 octobre, a présenté son gouvernement et ses 3 priorités : la lutte contre la criminalité organisée, la « reprise du contrôle » de la politique migratoire et le lancement d'une ambitieuse politique énergétique pronucléaire. Sur le chapitre consacré à la politique économique, l'accord demeure en revanche encore vague, indiquant essentiellement un allègement non chiffré de la fiscalité. Les annonces suivantes ont été faites, en vue notamment de soutenir le pouvoir d'achat des ménages : baisse des impôts sur les revenus du travail en ciblant les revenus les plus modestes, baisse de l'imposition des retraites, et baisse de l'imposition sur les sociétés et sur les revenus de l'épargne. Une réduction de l'APD de 1% du PIB à environ 0,8% et un recours aux privatisations sont probables. Enfin, l'accord présente une réforme structurelle du fonctionnement du marché du travail : le système actuel d'aides à l'emploi et autres allocations, jugé peu efficace, va être revu, afin d'éliminer les trappes à chômage, notamment via l'introduction d'un plafond sur les cotisations.

### L'accord politique de la coalition de droite au pouvoir marque un véritable tournant en matière de politique énergétique

car il prévoit de modifier en profondeur la réglementation nationale et les soutiens économiques afin de rendre la construction de nouveaux réacteurs nucléaires rentable et possible pour les acteurs du marché. L'énergéticien public Vattenfall devra débiter sans attendre la planification de nouveaux réacteurs nucléaires sur le site de Ringhals et dans d'autres lieux possibles. Cette décision présente des opportunités d'affaires, en particulier pour EDF (réacteur Nuward, voire peut-être des réacteurs de puissance). L'accord devrait en revanche grever la compétitivité de l'éolien terrestre et offshore (refus de la prise en charge du coût de raccordement de l'éolien en mer, nouvelle redevance sur l'éolien pour son caractère intermittent, etc.). De manière générale, l'Accord est peu ambitieux sur le climat ; la coalition prévoit notamment de réduire le recours aux biocarburants routiers, ce qui rendrait impossible l'atteinte des objectifs climatiques nationaux.

### La Suède entrerait en récession en 2023.

Selon les économistes de la banque Swedbank, la Suède affichera une baisse de son PIB de 0,9% en 2023 avant de renouer avec la croissance en 2024 (+1%). Pour soutenir la demande intérieure, Swedbank table sur une aide de l'Etat de 100 Mds de SEK (9,1 Mds€) aux ménages et aux entreprises pour faire face à l'envolée du prix de l'électricité. La dette publique resterait pour sa part limitée à 30% du PIB.

### Le commerce extérieur accuse un déficit de 2,5 Mds€ sur la période T1-T3 2022.

Traditionnellement excédentaire, le commerce extérieur s'est détérioré avec un déficit de 27,5 Mds de SEK pour la période de janvier à septembre 2022, contre un excédent de 25,9 Mds de SEK à la même période de l'année précédente. Le déficit est tout particulièrement important avec l'UE (-147,2 Mds de SEK, soit -13,4 Mds€). Depuis le début de l'année, les exportations de biens ont augmenté en valeur de 24% contre 29% pour les importations par rapport à la même période en 2021.

### L'aide au chômage partiel aurait sauvé 40 000 emplois durant la pandémie.

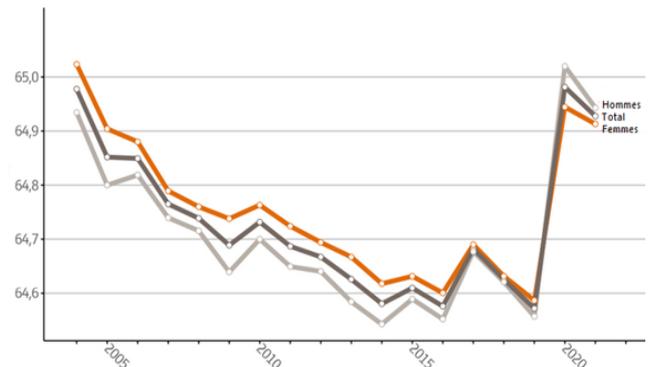
Selon l'Agence d'analyse des politiques de croissance (*Tillväxtanalys*), l'aide au chômage partiel qu'a touchée 75 000 entreprises durant la pandémie et qui a coûté 32 Mds de SEK (2,9 Mds€) à l'Etat aurait sauvé environ 40 000 emplois.

### L'âge moyen de départ à la retraite atteint 64,9 ans

en 2021, contre 65 ans en 2020, selon l'Agence des retraites. La différence entre les hommes et les femmes reste très faible, généralement dans une marge de 1 ou 2 mois. L'actuel âge de départ correspond au niveau du début des années 2000, mais reste supérieur au niveau affiché entre 2005 et 2019 (de l'ordre de 64,6 ans). Le bond de 4 mois de l'âge de départ à la retraite en 2020 est en grande partie le résultat du relèvement de l'âge minimal à partir duquel il est possible de faire valoir ses droits de 61 à 62 ans. Dans le même temps, l'âge à partir duquel l'employeur peut demander à son employé de prendre sa retraite est passé de 67 à 68 ans. Dans la mesure où l'âge minimal passera à 63 ans au 1/1

2023 et l'âge « maximal » à 69 ans, une nouvelle hausse de l'âge moyen de départ est attendue dès l'année prochaine.

#### Evolution de l'âge moyen de départ à la retraite



### Le gouvernement a annoncé un nouveau dispositif d'indemnisation des ménages et des entreprises de la hausse du prix d'électricité, le 27 octobre.

Le dispositif, qui devra encore être validé par le régulateur de l'énergie EI, prévoit un niveau d'indemnisation de 46 €/MWh pour les ménages de la zone tarifaire 3 (incluant Stockholm, Göteborg) et de 72 €/MWh pour la zone 4 (la plus au Sud, incluant Malmö). Les deux zones tarifaires 1 et 2 de la moitié Nord du pays ne bénéficieront pas de l'indemnisation car le prix de l'électricité sur la bourse Nord Pool y est bien plus faible en raison de la proximité avec les grands barrages hydroélectriques. Le montant de l'indemnisation devrait être le produit de la consommation annuelle électrique (de chaque ménage, entreprise et organisation) sur la période 30 septembre 2021 - 1er octobre 2022 par le niveau d'indemnisation pour leur zone tarifaire (soit 1440 € pour une maison consommant 20 MWh/an à Malmö). Le coût total de la mesure serait de 5 Mds€ (1% du PIB) prélevés en intégralité sur les recettes de congestion entre les zones tarifaires levées par le gestionnaire public du réseau de transport d'électricité Svenska Kraftnät.

## Nordic Capital lève 100 Mds de SEK pour son nouveau fonds.

Le dernier fonds de la société de capital investissement Nordic Capital représente l'équivalent de 100 Mds de SEK (9,1 Mds€), soit l'un des plus gros fonds en Europe cette année. Les fonds de pension publics et privés représentent 42% des fonds levés et 1/3 des capitaux proviennent des Etats-Unis. L'objectif du fonds sera de réaliser entre 15 et 20 opérations, soit 5 Mds de SEK (455 M€) par investissement en moyenne.

## H2 Green Steel obtient un nouveau financement de 38 Mds de SEK (3,5 Mds€),

sous forme de capital, de prêts et de garanties de crédit, a annoncé le jeune fabricant d'acier vert dans un communiqué de presse. Les banques internationales BNP, ING, UniCredit, Société Générale et KfW IPEX-Bank figurent parmi les nouveaux prêteurs, et plusieurs institutions de crédit à l'exportation telles que le Swedish Export Credit Corporation sont également impliquées. L'Office national suédois de la dette, *Riksgälden*, a également apporté son soutien sous la forme d'une garantie de crédit vert. H2 Green Steel a pour objectif de produire de l'acier sans combustible fossile dans une nouvelle usine située dans la ville de Boden, dans le nord de la Suède.

## Volvo AB obtient un prêt de 500 M€ de la Banque européenne d'investissement,

selon un communiqué de l'institution européenne. Ce prêt est destiné à soutenir les investissements de l'entreprise dans la recherche, le développement et l'innovation dans les domaines des «véhicules électriques, la sécurité active et passive, les technologies de la conduite autonome et les améliorations de l'efficacité énergétique non liées au groupe motopropulseur». Le projet devrait générer environ 900 emplois dans la R&D en Europe, principalement en Suède et en France. La BEI a déjà soutenu Northvolt, Ericsson et Nokia, entre autres, à hauteur de plusieurs milliards d'euros.

## Transdev et le Singapourien SMRT étendent leur coopération à Stockholm afin de répondre à l'appel d'offres du métro,

annonce l'entreprise française dans un communiqué de presse du 26 octobre. Le contrat de concession porte sur une période de 11 ans et est évalué à un montant record de 4 à 5 Mds€. L'appel d'offres sera lancé au Q1/Q2 2023. La décision d'attribution pourrait être prise courant Q1/Q2 2024, pour une mise en service prévue entre le Q2 et Q4 2025. Transdev et STRIDES International Business (branche internationale de SMRT) coopèrent déjà pour l'exploitation et la maintenance du trafic ferroviaire. Les deux sociétés ont remporté leur premier grand contrat en 2021 dans le cadre du projet du Grand Paris (contrat d'opérateur virtuel pour quatre nouvelles lignes de métro automatique).

## La Suède n'est pas assez équipée face aux cybermenaces,

a conclu l'Académie royale des sciences de l'ingénieur (IVA) dans son rapport «la cybersécurité pour une compétitivité accrue» publié le 17 octobre 2022. Les experts ont formulé cinq recommandations principales : (i) améliorer la gouvernance politique au niveau national, (ii) perfectionner l'échange des informations sur les cybermenaces, (iii) renforcer les capacités opérationnelles des organisations, (iv) développer l'offre de compétences et (v) mobiliser davantage de ressources.

## Indicateurs économiques des pays nordiques

*Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022
Suède	1,7	0,9	1,6	1,3	5,1	0,2	0,9
Danemark	0,3	2,4	1,3	2,5	4,9	-1,1	0,9
Finlande	-0,2	1,6	0,9	0,7	3,0	0,5	1,0
Norvège <sup>1</sup>	0,0	0,6	4,0	0,1	3,9	-0,9	0,7
dont PIB continental	-0,6	0,7	2,9	1,5	4,1	-0,4	0,7
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-0,9	3,9

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

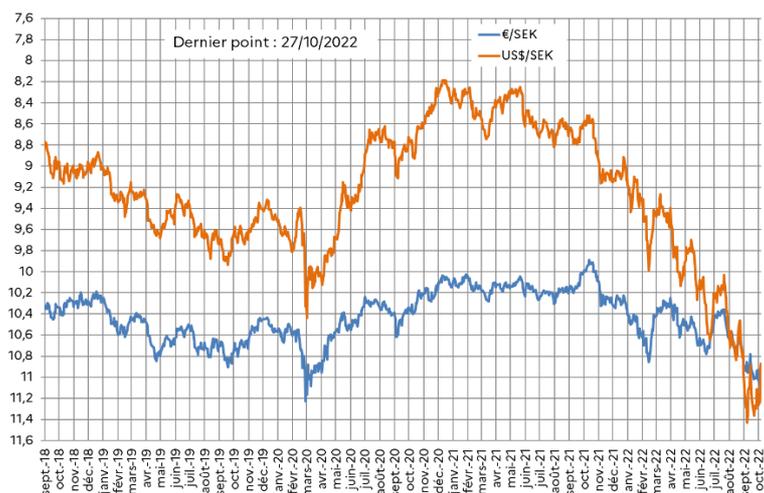
*Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7
Danemark	0,7	1,7	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2
Finlande	1,1	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7

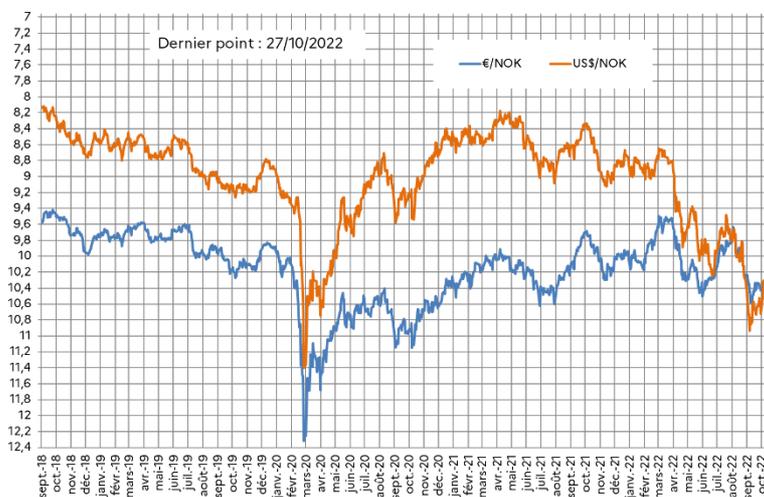
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)